

Audience publique du 14 juillet 2014

Recours formé par
Monsieur,
contre une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière de protection internationale (art. 19, L.5.5.2006)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 33292 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 3 septembre 2013 par Maître Ardavan Fatholahzadeh, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, né le à (Iran), de nationalité iranienne, demeurant à, tendant à la réformation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 2 août 2013 refusant de faire droit à sa demande de protection internationale et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans la même décision ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 29 octobre 2013 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Ardavan Fatholahzadeh et Madame le délégué du gouvernement Claudine Konsbruck en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 24 mars 2014.

Le 20 mai 2011, Monsieur introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, désignée ci-après la « loi du 5 mai 2006 ».

Le 24 mai 2011, Monsieur fut entendu par un agent du service de police judiciaire, section police des étrangers et des jeux, de la police grand-ducale sur son identité et l'itinéraire suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur fut entendu en date des 21 juin et 4 juillet 2011 par un agent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 2 août 2013, notifiée à l'intéressé par courrier recommandé envoyé le 5 août 2013, le ministre informa Monsieur qu'il avait statué sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale et qu'elle avait été refusée comme non fondée, tout en lui enjoignant de quitter le territoire dans un délai de 30 jours. Ladite décision est libellée de la façon suivante :

« J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention d'une protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentée auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères en date du 23 mai 2011.

En application de la loi précitée du 5 mai 2006, votre demande de protection internationale a été évaluée par rapport aux conditions d'obtention du statut de réfugié et de celles d'obtention du statut conféré par la protection subsidiaire.

En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 24 mai 2011 et le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères des 21 juin et 4 juillet 2011.

Il ressort du rapport du Service de Police Judiciaire que vous auriez quitté votre pays le 4 mai 2011 (14.02.1390, selon le calendrier perse). Votre cousin qui serait conducteur de camion vous aurait emmené dans le garage d'un ami où vous auriez embarqué à bord d'un camion avec deux autres Iraniens à destination d'Istanbul. A Istanbul, vous auriez changé de camion et vous seriez arrivé après douze jours de voyage à Paris où vous seriez descendu au centre ville. Un Iranien, nommé, vous aurait accueilli et il vous aurait expliqué que vous pourriez rester en France pour déposer votre demande de protection internationale mais vous auriez voulu la déposer au Luxembourg. vous aurait acheté un billet de train et vous seriez arrivé par train, via Bruxelles, à Luxembourg le 19 mai 2011. Le dépôt de votre demande de protection internationale date du 23 mai 2011. Vous avez déposé votre livret de famille le 19 juillet 2011 au service compétent du Ministère des Affaires étrangères.

Il résulte de vos déclarations que vous auriez fait votre service militaire, entre 1997 et 1999, dans le service des Bassidj, une branche de l'organisation paramilitaire Pasdaran. Selon vos dires, « on n'a pas le choix où on fait son service militaire » et vous auriez été recruté par l'armée des Pasdarans dans l'unité de bassidjis. Avant de quitter votre pays, vous auriez travaillé pour une société,, qui importerait des vêtements pendant à peu près quatre mois. Le directeur de cette société, - le gendre du mari de votre tante - aurait été le responsable d'une section des Bassidj. Cette personne vous aurait recruté comme accompagnateur. Vous l'auriez accompagné quand il prenait des photos des maisons sur lesquelles il y avait des slogans pour MOUSSAVI. Vous l'auriez aussi accompagné dans des restaurants où il se serait présenté sous un faux nom pour discuter avec les gens. Vous auriez rencontré et vous auriez été présenté à un groupe de gens avec lesquels aurait discuté des arrestations effectuées. A l'occasion des marches pacifiques qui ont eu lieu au mois de Bahman,, le chef de la base des Bassidjis vous aurait confié une arme et il vous aurait demandé de faire le guet sur les toits. Vous auriez vu que deux personnes blessées auraient été emmenées. Vous seriez descendu du toit et vous auriez vu que ces deux personnes auraient eu le visage et le corps ensanglantés. Vous auriez, également, témoigné que aurait donné l'ordre de vider les poches pour que, morts, on croie à une attaque par des voleurs. Ceci se serait reproduit une autre fois avec une autre personne. Vous auriez aussi vu circuler des rapports qui servaient à arrêter des gens. Un jour, vous auriez reçu

les clefs d'une voiture pour aller chercher une personne dans une autre base de Bassidj. Vous auriez embarqué une personne menottée dont les yeux auraient été bandés. Cette personne vous aurait supplié de lui dire pourquoi il aurait été arrêté. Vous auriez pensé tout le temps à votre oncle maternel qui aurait été arrêté sans raison par, le mari de votre tante. Finalement, vous auriez eu pitié de lui et vous auriez coupé les menottes en plastic et vous l'auriez laissé enfuir. Après cela, vous vous seriez caché chez un ami pendant environ deux semaines à Téhéran pas loin de votre maison. Les Bassidjis auraient fouillé chez vous à deux reprises. Vous auriez contacté votre cousin conducteur de camions pour qu'il organise votre fuite hors du pays.

Enfin, vous admettez n'avoir subi aucune autre persécution ni mauvais traitement, et ne pas être membre d'un parti politique.

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Or, les faits que vous alléguiez ne sauraient constituer un motif justifiant la reconnaissance du statut de réfugié, puisqu'ils ne peuvent, à eux seuls, établir dans votre chef une crainte fondée d'être persécuté dans votre pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1^{er}, section 1, § 2 de la Convention de Genève ainsi que les articles 31 et 32 de la loi précitée du 5 mai 2006.

En effet, il convient tout d'abord de relever qu'il ressort du rapport (n° 48/2013 du SCA / SED) de la police grand-ducale en notre possession, que votre livret de famille (n° R-12437099) a été émis le 20 avril 2011. Monsieur, vous avez déclaré que vous auriez quitté l'Iran le 4 mai 2011 et dans votre audition du 4 juillet 2011 vous avez déclaré que vous vous seriez caché chez votre ami pendant « environs (sic) deux semaines », c'est-à-dire à partir du 20 avril 2011 avant de quitter l'Iran. Il en résulte que votre livret de famille a été émis durant l'époque où vous auriez été recherché par les Bassidjis ce qui est difficile à croire sachant que vous avez dit lors de votre entretien que aurait envoyé une copie de votre carte nationale d'identité et de votre livret de famille au service de renseignement quand vous auriez commencé à travailler pour lui afin de faciliter votre localisation en cas de besoin (cf. page 12 du rapport d'entretien).

En ce qui concerne votre voyage en dehors de l'Iran, il ressort du rapport (n° JDA 14732 / 1 / BIR) de la police judiciaire du 24 mai 2011 que la police a appris par votre soeur,, que vous n'auriez pas quitté votre pays clandestinement mais que vous seriez parti en avion de Téhéran. De plus, elle ne savait pas que vous auriez fait votre service militaire chez les Pasdarans.

Dès lors, il échet de constater que, vos déclarations concernant votre fuite hors de l'Iran, sont peu crédibles et, partant, jettent un doute sur la réalité de vos craintes.

En ce qui concerne votre recrutement dans l'unité Bassidj, il ressort des recherches ministérielles que les membres réguliers du Bassidj sont recrutés sur la base du volontariat. Ceci

est en contradiction avec vos déclarations comme quoi vous auriez été contraint par votre supérieur, membre de votre famille, de joindre les Bassidjis. De plus, les Bassidjis sont recrutés après enquête par le clergé de leur voisinage. Pourtant, il ressort de votre entretien que vous n'êtes pas un fervent défenseur de la religion musulmane (cf. page 3 du rapport d'entretien) ce qui rend douteux un avis favorable du clergé.

Je relève aussi que, en tant que personne recrutée par les Bassidjis, vous avez eu seulement comme mission de faire le guet sur un toit. En supposant que vous ayez laissé échapper un prisonnier pendant son transfert d'une base à l'autre, cet événement reste unique et est insuffisant pour vous placer dans une position à ce point exposée qu'elle entraîne l'obtention dans votre chef du statut de réfugié. De plus, le recrutement des Bassidjis se faisant sur la base du volontariat, on ne voit pas pourquoi vous n'auriez pas pu expliquer à que vous n'aviez pas envie de faire ce travail. Comme vous avez accompli votre service militaire, vous auriez pu aussi donner votre démission dans la firme et trouver un autre emploi.

Au vu de ce qui précède, nous ne pouvons considérer que vous soyez parvenu à établir de manière crédible que vous avez quitté votre pays ou en demeurez éloigné en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève précitée.

Ainsi, vous n'alléguez aucun fait susceptible d'établir raisonnablement une crainte de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social, susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne sont par conséquent pas remplies.

En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

En l'espèce, pour les raisons énumérées ci-dessus, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir la réalité de votre crainte de vous faire exécuter ni celle de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants. Non seulement, votre récit manque de crédibilité, mais encore est-il insuffisant pour que nous puissions en déduire que des traitements inhumains ou dégradants vous seraient réservés en cas de retour en Iran. Enfin, la situation générale de l'Iran n'est pas telle qu'elle pourrait être qualifiée de « violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international » comme le prévoit l'alinéa c). Ainsi, les faits que vous alléguez ne justifient pas la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire.

Votre demande en obtention d'une protection internationale est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 19§1 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Votre séjour étant illégal, vous êtes dans l'obligation de quitter le territoire endéans un délai de 30 jours à compter du jour où la présente décision sera devenue définitive, à destination de l'Iran, ou de tout autre pays dans lequel vous êtes autorisé à séjourner (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 3 septembre 2013, Monsieur a fait introduire un recours tendant à la réformation de la décision du ministre du 2 août 2013 portant rejet de sa demande de protection internationale et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, contenu dans la même décision.

1. Quant au recours tendant à la réformation de la décision portant refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 19, paragraphe (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de demandes de protection internationale déclarées non fondées, un recours en réformation a valablement pu être introduite contre la décision ministérielle déférée.

Le recours en réformation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

A l'appui de son recours, le demandeur expose que sa vie serait menacée en Iran pour y faire l'objet de persécutions. Il explique qu'après son service militaire accompli de 1997 à 1999, il aurait travaillé pour une société d'importation de vêtements pendant à peu près quatre mois avant son départ d'Iran et dont le directeur, le gendre du mari de sa tante, un dénommé, responsable d'une section des Bassidj, l'aurait recruté comme accompagnateur. Il aurait ainsi été amené à accompagner lorsque ce dernier aurait pris des photos des maisons sur lesquelles il y aurait eu des slogans contre le régime politique au pouvoir, lorsqu'il se serait rendu dans des restaurants pour discuter avec les gens sous un faux nom, ou lorsqu'il aurait rencontré des personnes pour discuter des arrestations effectuées. A l'occasion des marches pacifiques qui auraient eu lieu au mois de Bahman, au cours desquelles le chef de la base des Bassidjis aurait confié une arme au demandeur et lui aurait demandé de faire le guet sur les toits, ce dernier aurait vu deux personnes blessées emmenées pour être tuées par les Bassidjis, cet incident s'étant reproduit une autre fois avec une autre personne. Un jour, le demandeur aurait dû assurer le transfert d'une personne menottée dans une autre base de Bassidj. En raison des implorations de la personne menottée et parce qu'il aurait eu pitié de cette dernière, le demandeur lui aurait coupé les menottes en plastic et l'aurait laissée s'enfuir. Craignant de subir des représailles de la part des Bassidjis, le demandeur se serait caché chez un ami pendant environ deux semaines à Téhéran avant de quitter son pays d'origine où sa vie serait gravement menacée.

En droit, le demandeur fait tout d'abord valoir que le ministre aurait, à tort, mis en doute la crédibilité de son récit, étant donné, d'une part, que le carnet de famille présenté au ministère des Affaires étrangères le 19 juillet 2011 ne serait qu'un duplicata qu'il aurait sollicité deux mois avant son départ d'Iran et dont la communication au ministre aurait eu pour seul but de prouver son identité, d'autre part, qu'il aurait été contraint d'intégrer l'unité Bassidj par peur de faire l'objet d'un emprisonnement arbitraire, respectivement de traitements inhumains ou dégradants en cas de refus, et, de troisième part, que les déclarations de sa sœur lors de l'appel téléphonique des autorités luxembourgeoises au sujet de son trajet pour quitter l'Iran ne devraient pas être prises en considération au motif que sa sœur n'aurait pas été informée de sa fuite et que si elle

l'avait été, elle n'aurait pas pu confirmer son départ clandestin d'Iran, ce qui constituerait l'aveu de la commission d'une infraction dans son chef, l'appel téléphonique ayant par ailleurs pu faire l'objet d'écoutes téléphoniques de la part de l'Etat iranien. Il en conclut que son récit devrait être considéré comme étant crédible et cohérent.

Le délégué du gouvernement conclut que le ministre, au regard des incohérences soulevées, aurait à bon droit conclu à l'absence de crédibilité des faits invoqués par le demandeur à l'appui de sa demande de protection internationale.

Il échet de rappeler que l'article 26 (5) de la loi du 5 mai 2006 dispose comme suit : *« Lorsque certains aspects des déclarations du demandeur ne sont pas étayés par des preuves documentaires ou autres, ces aspects ne nécessitent pas confirmation lorsque les conditions suivantes sont remplies :*

- a) le demandeur s'est réellement efforcé d'étayer sa demande;*
- b) tous les éléments pertinents à la disposition du demandeur ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants;*
- c) les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande;*
- d) le demandeur a présenté sa demande de protection internationale dès que possible, à moins qu'il puisse avancer de bonnes raisons pour ne pas l'avoir fait; et*
- e) la crédibilité générale du demandeur a pu être établie.»*

Si à l'instar du ministre, le tribunal peut relever certaines incohérences dans les déclarations du demandeur, force est cependant de constater qu'elles ne sont pas de nature à ébranler la crédibilité de son récit dans son intégralité, d'autant plus, d'une part, que le demandeur, dans le cadre de son recours contentieux a pu fournir des explications circonstanciées, notamment quant à la délivrance de son livret de famille et quant aux déclarations de sa sœur, et d'autre part, que les incohérences portent essentiellement sur la partie du récit concernant, de manière abstraite, la procédure de recrutement des Bassidjis, sur les modalités de voyage du demandeur, ainsi que sur les documents officiels présentés dans le cadre de sa demande de protection internationale, et non point sur les raisons ayant amené le demandeur à quitter son pays d'origine et se trouvant à la base de sa demande de protection internationale. Le tribunal est partant amené à considérer les déclarations du demandeur comme étant avérées.

En droit, il reproche au ministre d'avoir conclu, à tort, que les faits décrits ci-avant ne justifieraient pas une crainte justifiée de persécutions au sens de la loi du 5 mai 2006. Il estime, en effet, avoir fait état d'éléments suffisamment graves au sens de l'article 31 de la loi du 5 mai 2006, caractérisés par le risque d'être condamné à la peine de mort, à une peine d'emprisonnement, respectivement de faire l'objet d'actes de torture pour avoir désobéi à un ordre des autorités répressives iraniennes, de sorte qu'il serait raisonnable de penser qu'il serait persécuté en cas de retour dans son pays d'origine. Il donne à considérer qu'eu égard aux traitements fréquemment infligés aux personnes s'opposant aux ordres des autorités iraniennes, tel que cela ressort d'un article de presse intitulé *« L'opposition iranienne ne baisse pas les bras contre les « lebas shakhsi » »* publié le 18 juillet 2009 sur le site internet www.ledevoir.com, ainsi que d'un rapport d'Amnesty International dont le demandeur ne cite qu'un extrait et dont il

reste cependant en défaut de communiquer les références exactes, il craindrait, à juste titre, d'être soumis à des persécutions, respectivement à des atteintes graves au sens de l'article 37 b) de la loi du 5 mai 2006.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours.

En vertu de l'article 2 a) de la loi du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

A ce sujet, la notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2 d) de ladite loi du 5 mai 2006 comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. (...)* »

Par ailleurs, l'article 31 de la loi du 5 mai 2006 dispose « *(1) Les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1 A de la Convention de Genève doivent :*

a) *être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des liens auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, paragraphe 2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;*

b) *être une accumulation de diverses mesures, y compris des violations des droits de l'homme, qui soit suffisamment grave pour affecter un individu d'une manière comparable à ce qui est indiqué au point a). »*

Finalement, aux termes de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 : « *Les acteurs des persécutions ou des atteintes graves peuvent être :*

a) *l'Etat ;*

b) *des parties ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci ;*

c) *des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions ou atteintes graves. »,*

et aux termes de l'article 29 de la même loi : « *(1) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves ne peut être accordée que par :*

a) *l'Etat, ou*

b) *des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci pour autant qu'ils soient*

disposés à offrir une protection au sens du paragraphe (2) et en mesure de le faire.

(2) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection. (...) »

Il suit des articles précités de la loi du 5 mai 2006 que l'octroi du statut de réfugié est notamment soumis à la triple condition que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond définis à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006 précitée, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 28 et 29 de la loi du 5 mai 2006, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles ne sont à qualifier comme acteurs seulement dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions et que le demandeur ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine.

Ces conditions devant être réunies cumulativement, le fait qu'une d'elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur ne saurait bénéficier du statut de réfugié.

Par ailleurs, force est de relever que la définition du réfugié contenue à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006 retient qu'est un réfugié une personne qui « *craint avec raison d'être persécutée* », de sorte à viser une persécution future sans qu'il n'y ait besoin que le demandeur ait été persécuté avant son départ dans son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel aurait été le cas, les persécutions antérieures d'ores et déjà subies instaurent une présomption simple que de telles persécutions se poursuivront en cas de retour dans le pays d'origine aux termes de l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006. L'analyse du tribunal devra par conséquent porter en définitif sur la détermination du risque d'être persécuté que le demandeur encourt en cas de retour dans son pays d'origine.

En l'espèce, l'examen des faits et motifs invoqués par le demandeur à l'appui de sa demande en obtention d'une protection internationale dans le cadre de son audition ainsi qu'au cours de la procédure contentieuse et des pièces produites en cause, amène le tribunal à conclure que le demandeur a fait état et a pu établir à suffisance de droit des raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle fondée de persécution du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social ainsi que le prévoit l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006.

En effet, lors de son audition, le demandeur a fait état des risques de persécution fondés sur son refus de collaborer avec les autorités iraniennes, partant sur ses opinions politiques, en ce qu'il a laissé s'enfuir une personne qu'il était censé transporter d'une section de Bassidj à une autre, témoignant ainsi de son opposition aux agissements des autorités répressives iraniennes consistant en l'arrestation arbitraire de personnes manifestant une opinion politique dissidente au régime en place en vue de les emprisonner, torturer, respectivement assassiner.

Enfin, il ne saurait être nié, au vu du sort réservé de manière générale par le régime islamiste iranien aux opposants ainsi que du triste palmarès de l'Iran en matière de respect des droits de l'Homme et d'application répandue de la peine de mort, que Monsieur doit être considéré comme exposé, en cas de retour en Iran, à des actes de persécution au sens de l'article 31 de la loi modifiée du 5 mai 2006, et plus particulièrement à tout le moins à une peine d'emprisonnement pour être contrevenu à un ordre des autorités répressives iraniennes en laissant s'échapper une personne arrêtée par les Bassidjis. Il y a encore lieu de relever que, d'une part, le demandeur a été identifié de manière certaine par les autorités iraniennes comme ayant laissé s'enfuir un détenu, de sorte qu'il sera immédiatement repéré en cas de retour en Iran et, d'autre part, que l'écoulement du temps entre son départ d'Iran en 2011 et son éventuel rapatriement en 2014 n'est pas de nature à contredire cette constatation au regard de la continuité du régime en place.

Il résulte des développements qui précèdent, qu'en l'état du dossier et compte tenu des moyens échangés de part et d'autre, le demandeur prétend à juste titre à la reconnaissance du statut de réfugié dans son chef et que la décision déférée encourt la réformation en ce sens, sans qu'il n'y ait lieu d'analyser plus en avant les autres moyens du demandeur.

L'analyse de la demande subsidiaire en obtention de la protection subsidiaire et du refus afférent du ministre devient, au vu de la conclusion ci-avant, surabondante.

2) Quant au recours tendant à l'annulation de la décision ministérielle portant ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire, une requête sollicitant l'annulation de pareil ordre contenu dans la décision déférée a valablement pu être dirigée contre la décision ministérielle litigieuse. Le recours en annulation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai prévus par la loi, il est recevable.

Aux termes de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006, « *une décision négative du ministre vaut décision de retour (...)* ». En vertu de l'article 2 r) de la loi du 5 mai 2006 la notion de « *décision de retour* » se définit comme « *la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire* ».

Dans la mesure où le tribunal vient, tel que développé ci-dessus, de retenir que le demandeur est fondé à se prévaloir du statut de réfugié et que la décision déférée du 2 août 2013 est à réformer dans cette mesure, il y a lieu d'annuler l'ordre de quitter le territoire tel que contenu dans la décision ministérielle déférée.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties;

reçoit en la forme le recours en réformation introduit contre la décision ministérielle du 2 août 2013 portant refus d'une protection internationale ;

au fond, le déclare justifié,

partant, par réformation de la décision ministérielle déférée du 2 août 2013, accorde à Monsieur le statut de réfugié au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection en renvoie l'affaire devant le ministre de l'Immigration et de l'Asile pour exécution ;

reçoit en la forme le recours en annulation introduit contre la décision ministérielle du 2 août 2013 portant ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare justifié,

partant, annule l'ordre de quitter le territoire contenu dans la décision ministérielle déférée,

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé par :

Anne Gosset, premier juge,
Andrée Gindt, juge,
Paul Nourissier, juge,

et lu à l'audience publique du 14 juillet 2014 par le premier juge, en présence du greffier Monique Thill.

s. Monique Thill

s. Anne Gosset

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 15 juillet 2014
Le greffier du tribunal administratif